
Mémorandum du président
Proposition de financement
supplémentaire pour le projet de
résilience côtière du Sindh en
République islamique du Pakistan

Identifiant du projet : 2000003511

Document : EB 2025/LOT/P.22

Date : 3 décembre 2025

Distribution : publique

Original : anglais

POUR APPROBATION

Action : Le Conseil d'administration est invité à approuver la recommandation relative au financement supplémentaire proposé figurant au paragraphe 46.

Questions techniques :

Fernanda Thomaz Da Rocha

Directrice nationale

Division Asie et Pacifique

Courriel : f.thomazdarocha@ifad.org

Rick Van Der Kamp

Conseiller technique principal mondial, Finance rurale, marchés et

chaînes de valeur

Division de la production, des marchés et des institutions durables

Courriel : r.vanderkamp@ifad.org

Fonds international de développement agricole – www.ifad.org

Sommaire

Résumé du financement	ii
I. Contexte et description du projet	1
A. Contexte	1
B. Description initiale du projet	1
II. Justification du financement supplémentaire	1
A. Justification	1
B. Description de la zone géographique et des groupes cibles	2
C. Composantes, résultats et activités	2
D. Coûts, avantages et financement	2
III. Gestion des risques	5
A. Risques et mesures d'atténuation	5
B. Catégorie environnementale et sociale	5
C. Classification des risques climatiques	5
IV. Mise en œuvre	6
A. Conformité avec les politiques du FIDA	6
B. Cadre organisationnel	6
C. Suivi et évaluation, apprentissage, gestion des connaissances et communication stratégique	7
D. Modifications proposées à l'accord de financement	8
V. Instruments juridiques et autorité	8
VI. Recommandation	8

Appendice

I. Cadre logique actualisé intégrant le financement supplémentaire

Équipe chargée de la mise en œuvre du projet

Directrice régionale :	Reehana Raza
Directrice nationale :	Fernanda Thomaz Da Rocha
Responsable technique :	Rich Van Der Kamp
Responsable financier :	Kayode Fagbemi
Spécialiste climat et environnement :	Gilles Martin
Responsable juridique :	Mbali Mushazhirwa

Résumé du financement

Institution initiatrice :	FIDA
Emprunteur :	République islamique du Pakistan
Agence d'exécution :	Conseil de planification et de développement, gouvernement du Sindh
Coût total du projet :	147,8 millions d'euros (équivalent à 163,5 millions de dollars américains)
Montant du prêt initial du FIDA :	55,1 millions d'euros (équivalent à 60 millions de dollars américains)
Conditions du financement initial du FIDA :	Conditions mixtes
Montant du prêt supplémentaire du FIDA :	34,3 millions d'euros (équivalent à 40 millions de dollars américains)
Conditions du financement supplémentaire du FIDA :	Conditions mixtes
Cofinanciers :	Banque asiatique de développement (BAD)
Montant du cofinancement :	BAD : 152 millions d'euros (équivalent à un cofinancement parallèle de 165 millions de dollars É.-U.)
Conditions du cofinancement :	Prêt de la BAD : 115 millions d'euros (équivalent à 125 millions de dollars américains) Subvention du Fonds vert pour le climat (FVC) : 37 millions d'euros (équivalent à 40 millions de dollars américains)
Contribution de l'emprunteur :	6,2 millions d'euros (équivalent à 6,7 millions de dollars américains)
Contribution des participants au projet :	2,5 millions d'euros (équivalent à 2,8 millions de dollars américains)
Contribution du secteur privé :	49,7 millions d'euros (équivalent à 54 millions de dollars américains)
Montant initial du financement climatique du FIDA :	26,5 millions d'euros (équivalent à 28,8 millions de dollars américains)
Montant du financement supplémentaire du FIDA pour le climat :	21,6 millions d'euros (équivalent à 25,1 millions de dollars américains)
Institution partenaire :	FIDA

I. Contexte et description du projet

A. Contexte

1. En septembre 2024, le projet de résilience côtière du Sindh a été présenté au Conseil d'administration du FIDA ([EB 2024/142/R.4/Rev.1](#)). Les négociations ont eu lieu au Pakistan le 22 novembre 2024. Le coût total du projet, qui s'élève à 147,8 millions d'euros (soit 163,5 millions de dollars américains), comprenait un déficit de financement de 34,3 millions d'euros (soit 40 millions de dollars américains).
2. Le coût du projet en dollars reste fixé à 163,5 millions de dollars, tandis que la valeur en euros du déficit de financement de 40 millions de dollars a été estimée à 34,3 millions d'euros sur la base du taux de change du Fonds monétaire international (FMI) en vigueur au dernier jour du mois d'août. Par conséquent, un financement supplémentaire d'un montant de 34,3 millions d'euros sera prélevé sur la part allouée au Pakistan dans le cadre du système d'allocation basé sur la performance pour la treizième reconstitution des ressources du FIDA. Les activités qui seront financées par ce financement supplémentaire sont incluses dans la conception initiale du programme et restent inchangées.

B. Description initiale du projet

3. L'objectif du projet de résilience côtière du Sindh (SCR) est de réduire la pauvreté et la malnutrition et d'améliorer la résilience climatique des ménages ruraux pauvres. L'objectif de développement est de promouvoir des moyens de subsistance inclusifs et résilients pour les communautés agricoles et halieutiques, ainsi que pour les groupes défavorisés. Cet objectif sera atteint grâce à trois résultats :
 - (i) l'amélioration et la diversification de la production alimentaire parmi les groupes organisés de petits agriculteurs et de pêcheurs dans le cadre de l'agriculture et des plans de production halieutique intelligents face au climat de pêche, conduisant à des chaînes de valeur basées sur des partenariats public-privé-producteur (4P) qui facilitent l'intégration aux marchés et aux services financiers ; (ii) une amélioration de la base d'actifs productifs pour les personnes en situation d'extrême pauvreté et une augmentation le travail indépendant et les possibilités d'emploi pour les groupes défavorisés (jeunes, femmes et pauvres sans terre) ; et (iii) une approche participative et approche communautaire associée à un environnement politique et institutionnel favorable qui facilite l'accès aux ressources financières et aux services d'appui.

II. Justification du financement supplémentaire

A. Justification

4. Le projet a été conçu en intégrant un déficit de financement comme élément constitutif. Les ressources destinées à combler ce déficit ont été incluses dans les tableaux de coûts initiaux et contribueront à toutes les catégories de coûts, à l'exception des véhicules et des équipements. Aucune modification n'est prévue dans la conception. L'ordre des activités reste inchangé avec le comblement du déficit de financement, car les activités connexes doivent être mises en œuvre à un stade ultérieur.

Aspects particuliers liés aux priorités institutionnelles du FIDA en matière d'intégration

5. Conformément aux engagements du FIDA en matière d'intégration, le projet a été validé comme suit :

- Intégrant le financement climatique
- Sensible à la nutrition
- Sensible aux questions liées à la jeunesse
- Y compris la capacité d'adaptation

6. Les questions liées au genre, à la jeunesse et à l'adaptation au changement climatique seront intégrées dans toutes les activités du projet. Des activités seront menées afin de favoriser des changements sociaux et comportementaux, à savoir une meilleure nutrition des ménages grâce à l'amélioration des connaissances et des pratiques des groupes cibles en matière de choix alimentaires, de préparation, de transformation et de conservation des aliments, d'alimentation saine et de bonnes pratiques d'hygiène et d'assainissement.

B. Description de la zone géographique et des groupes cibles

7. La zone géographique et les groupes cibles sont les mêmes que ceux envisagés lors de la conception et décrits dans le rapport de conception du projet et le rapport initial du président (EB 2024/142/R.4/Rev.1).
8. **Groupes cibles.** Conformément à la politique de ciblage de la pauvreté du FIDA, les groupes cibles du projet comprennent les petits exploitants agricoles (possédant jusqu'à 16 acres de terres), les métayers et les métayers travaillant sur de grandes propriétés foncières, les pêcheurs pauvres en ressources et les pauvres sans terre. La priorité sera donnée aux ménages dirigés par des femmes, et les jeunes hommes et femmes issus de ménages pauvres se verront proposer des formations professionnelles pour leur permettre d'accéder au marché du travail, de participer à la chaîne de valeur et de créer des entreprises non agricoles. Parmi les, 40 % seront des femmes et 30 % des jeunes
9. Le SCRP cible au total 260 000 personnes dans les trois districts côtiers les plus pauvres du Sindh : Badin, Sujawal et Thatta. Afin de cibler géographiquement les districts, le projet alignera ses interventions sur les investissements de la Banque asiatique de développement (BAD) dans des infrastructures vertes et grises résilientes au climat, pour un impact accru. La vulnérabilité au changement climatique et le niveau de pauvreté seront les principaux critères de sélection des villages.

C. Composantes, résultats et activités

10. Toutes les composantes et dispositions restent inchangées, le déficit de financement ayant été identifié lors de la phase de conception.
11. **Composante 1 : Transformation des revenus côtiers et ruraux.** Les communautés côtières et rurales sont organisées et aidées à développer leurs capacités pour mettre en place des systèmes de production agricole et halieutique axés sur le marché, résilients au changement climatique et sensibles à la nutrition, avec une transition vers des produits à plus forte valeur ajoutée, sur la base de plans de chaînes de valeur durables, soutenus par des infrastructures communautaires et de chaînes de valeur, l'accès à des services financiers abordables et le renforcement des services de vulgarisation ; cette composante comprendra également un soutien politique et un fonds « Défi de l'innovation ».
12. **Composante 2 : Inclusion économique et sociale des groupes défavorisés.** Facilitation du développement du marché du travail et des petites entreprises pour les ménages pauvres sans terre, en particulier les jeunes hommes et femmes, grâce à l'acquisition de compétences professionnelles, actifs productifs générateurs de revenus et subventions de démarrage pour la création d'entreprises indépendantes grâce à la fourniture de services commerciaux, techniques et professionnels adaptés.
13. **Composante 3 : Gestion du projet.** Mise en place d'une unité autonome de gestion du projet et d'unités de coordination de district, rattachées administrativement au Conseil de planification et de développement du Sindh et relevant d'un comité directeur du projet.
14. **Composante 4 : Rétablissement après des catastrophes climatiques (composante « réponse aux situations d'urgence et aux catastrophes »),** qui serait déclenchée si le gouvernement du Sindh déclarait que la zone du projet était touchée par une catastrophe climatique.

D. Coûts, avantages et financement

Coûts du projet

15. Les coûts du projet restent inchangés. Le coût total du projet est estimé à 147,8 millions d'euros (soit 163,5 millions de dollars américains) sur sept ans.
16. Les composantes 1, 2 et 3 du projet sont partiellement comptabilisées comme financement climatique. Conformément aux méthodologies des banques multilatérales de développement pour le suivi du financement de l'adaptation au changement climatique et de l'atténuation de ses effets, le montant total du financement climatique du FIDA pour ce projet est estimé à 48 millions d'euros (soit 53,9 millions de dollars américains).
17. Le montant total du financement climatique supplémentaire du FIDA pour cette proposition de financement supplémentaire est estimé à 21,6 millions d'euros (soit 25,1 millions de dollars américains).

Tableau 1
Résumé du financement initial et supplémentaire
(En milliers d'euros)

	<i>Financement initial*</i>	<i>Financement supplémentaire (AF)</i>	<i>Total</i>
Prêt du FIDA	55 137	34 300	89 437
Secteur privé	850	-	850
Banques commerciales	48 826	-	48 826
Participants au projet	2 533	-	2 533
Gouvernement	6 185	-	6 185
Déficit de financement	36 758	(36 758)	-
Total	150 289	(2 458)	147 831

* Voir les tableaux 1 et 2 du document EB2024/142/R.4/Rev.1 pour le détail de la ventilation.

Tableau 2
Coûts du projet par composante et par bailleur de fonds
(En milliers d'euros)

Composante	Prêt du FIDA		AF du FIDA Prêt		Gouvernement du Sindh		Secteur privé		Participants au projet		Banques commerciales		Total		
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Espèces	En nature	Montant	%	Montant	%	
revenus côtiers et ruraux															
1. Transformation de	31 252	29	22 578	21	2 311	2	850	1	-	2 533	2	48 826	45	108 350	100
2. Inclusion économique et sociale des groupes défavorisés	19 137	62	10 336	34	1 280	4	-	-	-	-	-	-	-	30 753	100
soutien politique															
3. Gestion de projet et	4 748	54	1 398	16	2 593	30	-	-	-	-	-	-	-	8 739	100
Total	55 137	37	34 311	23	6 185	4	850	1	-	2 533	2	48 826	33	147 842	100

Tableau 3
Coûts du projet par catégorie de dépenses et bailleur de fonds
(En milliers d'euros)

Catégorie de dépenses	Prêt du FIDA		Fonds fiduciaire du FIDA Prêt		Gouvernement du Sindh		Secteur privé		Participants au projet		Banques commerciales		Total		
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Espèces	En nature	Montant	%	Montant	%	
Coûts d'investissement															
1. Travaux publics/communautaires															
infrastructure	12 010	39	14 757	48	1 332	4	-	-	-	2 533	8	-	-	30 632 100	
2. Véhicules	279	85	-	-	50 1	5	-	-	-	-	-	-	-	329 100	
3. Ordinateurs et équipement	87	84	-	-	16	16	-	-	-	-	-	-	-	103 100	
4. Crédit	14 132	71	5 765	29	-	-	-	-	-	-	-	-	-	19 897 100	
5. Assistance technique, formation, ateliers et études	11 156	64	5 464	31	733	4	-	-	-	-	-	-	-	17 353 100	
6. Subventions et aides	12 403	58	6 767	32	1 375	6	850	4	-	-	-	-	-	21 395 100	
7. Secteur privé	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	48 826 100	-	48 826 100		
Cout total de l'investissement	50 067	36	32 754 24	3	3 505	3	850	1	-	2 533	2	48 826	35	138 535 100	
Coûts récurrents															
1. Salaires et indemnités	998	47	170	8	966 45	-	-	-	-	-	-	-	-	2 134 100	
2. Coûts d'exploitation	4 072	57	1 387	19	1 716 24	-	-	-	-	-	-	-	-	7 175 100	
Total des coûts récurrents	5 070	54	1 558	17	2 681	29	-	-	-	-	-	-	-	9 309 100	
Total	55 137	37	34 311	23	6 185	4	850	1	-	2 533	2	48 826	33	147 842 100	

Tableau 4
Coûts du projet par composante et par année du projet (AP)
(en milliers d'euros)

Composante	AP1		AP2		AP3		AP4		PY5		PY6		PY7		Total
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	
1. Transformation des revenus côtiers et ruraux	9 391	9	10 005	9	13 262	12	25 808	24	21 339	20	23 330	22	5 033	5	108 169
2. Inclusion économique et sociale des groupes défavorisés	3 053	10	4 033	13	4 406	14	6 090	20	5 703	18	5 184	17	2 509	8	30 978
3. Gestion de projet gestion et soutien politique	1 278	15	1 027	12	1 281	15	1 393	16	1 230	14	1 231	14	1 257	14	8 696
Total	13 722	9	15 065	10	18 948	13	33 292	23	28 272	19	29 744	20	8 799	6	147 842

Stratégie et plan de financement et de cofinancement

18. Le FIDA accordera un deuxième prêt de 34,3 millions d'euros (équivalent à 40 millions de dollars américains), en plus du prêt précédemment approuvé de 55,1 millions d'euros (équivalent à 60 millions de dollars des États-Unis), à des conditions mixtes pour soutenir le développement des moyens de subsistance. Ce financement sera mené en parallèle et étroitement aligné sur la contribution de la BAD de 152 millions d'euros (soit 165 millions de dollars américains) pour des investissements dans des infrastructures grises et vertes destinées au drainage, à la protection contre les inondations, à la gestion de l'eau et à la réhabilitation des mangroves. Le gouvernement du Sindh apportera un cofinancement de 6,2 millions d'euros (soit 6,7 millions de dollars américains) pour couvrir les taxes locales et une partie des coûts opérationnels. La contribution des participants au projet, d'un montant de 2,5 millions d'euros (soit 2,8 millions de dollars) est en nature, sous forme d'infrastructures communautaires. Le secteur bancaire privé devrait mobiliser 48,8 millions d'euros (soit 53,1 millions de dollars) sur les facilités de crédit financées par le FIDA, pour un total d'environ 20,3 millions d'euros (soit 22,1 millions de dollars américains). Les partenaires du secteur privé engagés dans les 4P devraient contribuer à hauteur de 0,85 million d'euros (soit 0,93 million de dollars É.-U.).
19. Les coûts récurrents représentent 6 % du coût total du projet. La part du FIDA dans les coûts récurrents s'élève à 3 % du financement total du projet et à 9 % du financement du FIDA.

Décaissement

20. Les modalités de décaissement resteront inchangées. Un mécanisme de fonds renouvelable dans le cadre du système de décaissements basé sur les rapports sera utilisé pour retirer des fonds du financement du FIDA. Les rapports financiers intermédiaires serviront de base pour la soumission des demandes de retrait au FIDA. L'obligation de présenter des rapports financiers intermédiaires sera incluse dans la lettre relative aux dispositions en matière de gestion financière et de contrôle financier et dans le manuel de mise en œuvre du projet pour la période de mise en œuvre. Les retraits anticipés par le biais d'un mécanisme de fonds renouvelable constituent la principale méthode de décaissement. Les contributions du gouvernement, des participants au projet et des partenaires du secteur privé seront intégrées dans le plan de travail et budget annuel (AWPB) et seront identifiés dans les comptes du projet. Le système comptable enregistrera séparément les décaissements et les dépenses pour chaque source de financement.

Résumé des avantages et analyse économique

21. Les principaux avantages découlant du projet sont les suivants : (i) augmentation de la productivité des petits exploitants agricoles et des pêcheurs ; (ii) amélioration des infrastructures socio-économiques communautaires, notamment les routes d'accès, l'eau potable, l'irrigation, le drainage, assainissement et énergie solaire ; (iii) la fourniture d'actifs productifs aux ménages pauvres, créant une source durable de revenus améliorés ayant un impact sur l'amélioration de la nutrition et l'autonomisation sociale et économique ; et (iv) des opportunités d'emploi et de développement d'entreprises pour les hommes et les femmes.

- 22. Les avantages sociaux et environnementaux attendus sont les suivants : (i) amélioration des possibilités pour les femmes et les jeunes de s'engager dans des activités agricoles, d'élevage et de pêche rentables ; (ii) introduction de pratiques agricoles intelligentes face au climat, plus résistantes aux effets du changement climatique et préservant les ressources naturelles ; et un accès facilité à des services financiers inclusifs et à des marchés compétitifs ; et (iii) la mise en place d'infrastructures socio-économiques et de chaînes de valeur résistantes au climat qui contribuent à augmenter les revenus et à améliorer la santé et l'état nutritionnel des participants au projet.
- 23. L'analyse financière conclut à la viabilité du projet, avec un taux de rendement interne financier de 27,97%. La valeur actuelle nette (VAN) sur 20 ans s'élève à 73,05 millions de dollars américains. Le taux de rendement interne financier et la VAN sont basés sur les prix financiers du projet. Le taux de rendement interne économique global est estimé à 22,65 %. La VAN économique du flux de bénéfices nets du projet, actualisée à 17,03 %, a été calculée à 49,54 millions de dollars américains.

Stratégie de sortie et durabilité

- 24. Les modalités de la stratégie de sortie restent inchangées. La durabilité des interventions au-delà de la durée du projet repose sur l'approche suivante : (i) des organisations commercialement viables de petits exploitants agricoles et de pêcheurs poursuivant des plans d'affaires qui équilibrent les intérêts des propriétaires fonciers, des petits exploitants/locataires et des intermédiaires, en mettant en relation les bénéficiaires avec les marchés et le secteur privé dans le cadre de relations mutuellement avantageuses ; (ii) appropriation communautaire des infrastructures communautaires et de la chaîne de valeur ; (iii) renforcement des capacités des prestataires de services des secteurs public et privé ; (iv) acquisition de compétences rémunératrices par les jeunes ; (v) amélioration de l'adaptation au climat et de la résilience ; et (vi) inclusion financière des bénéficiaires ayant un historique de crédit établi, facilitant leur accès au crédit.

III. Gestion des risques

A. Risques et mesures d'atténuation

- 25. Les élections de février 2024, à l'issue desquelles aucun des principaux partis politiques n'a obtenu de majorité claire, ont conduit à la formation d'un gouvernement de coalition. Dans le Sind, le fait que le parti précédemment au pouvoir soit à nouveau aux commandes est un gage de continuité. Malgré les changements politiques, les accords souverains relatifs aux prêts et aux projets des institutions financières internationales sont respectés et mis en œuvre par le système bureaucratique permanent, qui est dans l'ensemble à l'abri des changements politiques.
- 26. Le risque fiduciaire inhérent au pays est élevé. Le Pakistan obtient un score de 27/100 et se classe 140e sur 180 dans l'indice de perception de la corruption 2022 publié par Transparency International. L'une des principales préoccupations est l'affaiblissement des institutions de lutte contre la corruption et, dans certains cas, l'absence d'une agence chargée de coordonner les actions contre la corruption. Le gouvernement prend plusieurs mesures pour relever ce défi, notamment le programme de dépenses publiques et de responsabilité financière soutenu par la Banque mondiale, afin d'améliorer la transparence et la responsabilité des dépenses publiques provinciales.

B. Catégorie environnement et social

- 27. Le risque environnemental et social est modéré et reste inchangé. Les districts côtiers ciblés sont confrontés à une dégradation de l'environnement due à un mauvais drainage, à la salinisation des sols et à une pénurie d'approvisionnement en eau de surface provenant du fleuve Indus. Les interventions physiques du projet auront un impact environnemental limité, et les mesures d'atténuation suivantes sont prévues : amélioration de la lutte contre les ravageurs et l'agriculture intelligente face au climat. Les investissements associés de la BAD dans les infrastructures contribueront à restaurer les services écosystémiques et à améliorer le cycle de l'eau.

C. Classification des risques climatiques

- 28. La catégorie de risque climatique du projet est importante et reste inchangée. Les trois districts cibles ont tous été touchés par des inondations, des cyclones et des vagues de chaleur au cours des

ces dernières décennies, causant de graves pertes agricoles et économiques aux populations concernées. Les groupes cibles sont sensibles aux effets du changement climatique, car ils dépendent des revenus de l'agriculture et de la pêche, qui dépendent directement des conditions météorologiques et des événements climatiques. Bien que l'on prévoit que le projet renforce la résilience des populations cibles grâce à des activités et des pratiques pertinentes contribuant à l'adaptation au climat, au départ, ces populations se caractérisent par de faibles capacités d'adaptation.

D. Viabilité de la dette

29. Le rapport du FMI sur le Pakistan (octobre 2024) a évalué le risque souverain global risque souverain global comme étant élevé, mais a confirmé que la dette publique restait viable dans le scénario de référence, à condition que les politiques de la facilité élargie du FMI et l'assainissement budgétaire. Les risques restent élevés en raison des besoins de financement bruts élevés, des faibles réserves budgétaires et de change, des taux d'intérêt mondiaux, des pressions sur les taux de change et des dettes des entreprises publiques. Le versement en temps opportun de l'aide bilatérale et multilatérale sera essentiel pour maintenir la viabilité de la dette.

IV. Mise en œuvre

A. Conformité aux politiques du FIDA

30. Aucune modification n'est apportée à la conception initiale, et le projet reste donc conforme à l'ensemble des politiques du FIDA : i) les trois objectifs stratégiques du programme d'opportunités stratégiques 2022-2027 ; ii) les politiques du FIDA en matière de ciblage, de thèmes transversaux et d'engagement du secteur privé ; et iii) le plan d'action du FIDA sur l'engagement des jeunes. En outre, le SCRP contribuera aux objectifs d'intégration transversale du FIDA13 du FIDA en matière d'intégration de la nutrition, de la jeunesse, de la capacité d'adaptation et du climat.

B. Cadre organisationnel

Gestion et coordination

31. La Division des affaires économiques du ministère des Affaires économiques sera l'agence de coordination générale au niveau fédéral pour le financement du FIDA. Le Conseil de planification et de développement du gouvernement du Sind sera l'organisme chef de file chargé de l'exécution du projet. Un comité directeur provincial conjoint, pour les composantes parallèles du SCRP financées par la BAD et le FIDA du SCRP, présidé par le président du Conseil de planification et de développement, sera responsable de tous les aspects liés à la politique, à la coordination du développement, les crédits budgétaires alloués au projet et la responsabilité en matière de performance/résultats, et assurera la synergie entre les activités de la BAD et du FIDA. Une unité de gestion de projet (UGP) à Karachi, dotée d'un directeur de projet sélectionné sur concours et d'un personnel professionnel recruté sur concours, ainsi que des unités de coordination de district (UCD) dans les trois districts cibles seront chargées de la planification, de la coordination, la gestion financière, le genre et la nutrition, l'agro-industrie, les achats et le suivi et l'évaluation (S&E) des activités du projet. Parmi les autres partenaires de mise en œuvre figurent le Département de l'approvisionnement et des prix agricoles, le Département de l'élevage et de la pêche, l'Autorité de l'enseignement technique et de la formation professionnelle du Sind, ainsi que des institutions financières. L'unité de gestion du projet passera des contrats avec des partenaires de mise en œuvre compétents dans les domaines de la chaîne de valeur agricole et halieutique, du développement des entreprises, de la planification participative et du développement des moyens de subsistance.

Gestion financière, achats et gouvernance

32. L'unité de gestion du projet disposera d'un service de gestion financière doté d'un personnel suffisant. Le responsable financier sera recruté sur une base concurrentielle, sous réserve de l'approbation du FIDA, et percevra un salaire conforme au marché. Il sera assisté dans ses fonctions par un agent comptable recruté sur concours, d'un agent chargé du budget et des finances et de deux assistants comptables. Le projet sera doté d'un système de gestion financière largement centralisé, tous les achats importants et les paiements liés à la prestation de services gérés au niveau de l'unité de gestion du projet (PMU). Chaque unité de coordination (DCU) disposera d'un assistant comptable, car les DCU ne géreront que de petits budgets opérationnels.

- 33. Toutes les activités du projet seront guidées par le plan de travail annuel (AWP), sur la base du rapport de conception du projet et de l'accord de financement, dûment approuvés par le comité de pilotage du projet (PSC) et sous réserve de l'approbation du FIDA. Le PSC procédera à un examen à mi-parcours afin d'évaluer les progrès réalisés par rapport au plan annuel et approuver les ajustements, révisions et mesures correctives nécessaires.
- 34. L'unité de gestion du projet ouvrira un compte spécial auprès de la Banque nationale du Pakistan afin de recevoir et d'utiliser le prêt du FIDA. La Banque centrale du Pakistan, qui gère les comptes d'aide étrangère destinés au Pakistan, recevra les fonds du FIDA en euros, les convertira en monnaie locale au taux de change en vigueur, débitera le compte national pour le prêt et créditera le compte d'affectation désigné du projet en conséquence.
- 35. Le projet disposera de deux sources de financement : le FIDA et le gouvernement du Sind. L'unité de gestion du projet (UGP) disposera de comptes distincts auprès de la Banque nationale du Pakistan pour chacun des bailleurs de fonds. Le système comptable enregistrera séparément le financement public. Outre la prise en charge des dépenses de fonctionnement de l'UGP et des UCD, la plupart des fonds d'investissement seront dépensés par l'intermédiaire des partenaires de mise en œuvre et des organisations villageoises.
- 36. Les dispositions de contrôle interne pour le projet comprendront : (i) un personnel compétent avec des responsabilités claires et une séparation adéquate des tâches ; (ii) un système adéquat de gestion des documents financiers avec piste d'audit complète et précise ; (iii) protection physique, y compris vérifications et contrôles réguliers des actifs et des documents financiers du projet ; (iv) des examens indépendants ; et (v) des procédures claires pour un suivi et des rapports financiers en temps opportun par les partenaires chargés de la mise en œuvre du projet.
- 37. La comptabilité du projet sera gérée conformément au principe de comptabilité de caisse des normes comptables internationales du secteur public. Au démarrage du projet, l'unité de gestion du projet (UGP) se procurera un logiciel de comptabilité approprié pour gérer ses comptes. L'UGP sera tenue de soumettre trois types de rapports financiers à FIDA : (i) rapports financiers trimestriels provisoires dans les 30 jours suivant la fin de chaque trimestre, indiquant les progrès réalisés pour chaque composante et chaque catégorie de dépenses, dûment rapproché avec la banque et signé par le directeur financier et le directeur de projet ; (ii) des rapports financiers détaillés non vérifiés pour chaque exercice financier dans les quatre mois suivant la clôture de l'exercice financier ; et (iii) les états financiers vérifiés dans les six mois suivant la clôture de l'exercice financier (fin décembre de chaque année).
- 38. Le vérificateur général du Pakistan procède à un audit externe du projet comptes. Le PMU soumet au bureau du vérificateur général les états financiers annuels du projet dans les deux mois suivant la fin de l'exercice financier.

C. Suivi et évaluation, apprentissage, gestion des connaissances et communication stratégique

- 39. Le SCRP s'appuiera sur les capacités institutionnelles de la cellule de suivi et d'évaluation du gouvernement du Sind au sein du Conseil de planification et de développement pour les programmes de développement. Le PMU mettra en place un système d'information de gestion basé sur un cadre logique, aligné sur l'AWPB, qui facilitera la collecte et l'analyse des données et éclairera la prise de décision.
- 40. Les résultats du projet seront mesurés au niveau des réalisations, des résultats et des impacts par rapport à des indicateurs, ventilés par sexe et par âge, dans le cadre logique du projet. Le cadre logique approuvé avec le financement initial reste valable, puisque des objectifs ont été fixés pour le montant total du projet, y compris le financement supplémentaire. Un plan de suivi et d'évaluation servira de base aux activités annuelles de suivi et d'évaluation. Conformément aux directives du FIDA, trois enquêtes sur les indicateurs de résultats fondamentaux seront menées au début, à mi-parcours et à la fin du projet à la fin du projet.

41. La gestion des connaissances s'appuiera sur une stratégie et un plan d'action, qui seront préparés au début du projet et mis à jour chaque année. L'unité de gestion du projet mènera des études tout au long de la mise en œuvre du projet, en collaboration avec la BAD, afin d'évaluer les collaboration et résultats. Le PMU élaborera des supports de gestion des connaissances et de communication spécifiques aux parties prenantes, et documentera les enseignements tirés à des fins de diffusion.

D. Modifications proposées à l'accord de financement

42. À la date de publication de la note du président, l'accord de financement relatif au SCRP n'a pas encore été signé. Par conséquent, le projet n'est pas encore entré en vigueur et aucune mise en œuvre n'a eu lieu. Une fois le financement supplémentaire approuvé par le Conseil d'administration, un amendement sera préparé.

V. Instruments juridiques et autorité

43. Un amendement à l'accord de financement initial pour le financement supplémentaire entre la République islamique du Pakistan et le FIDA constituera l'instrument juridique pour accorder le financement proposé à l'emprunteur.
44. La République islamique du Pakistan est habilitée, en vertu de ses lois, à recevoir des financements du FIDA.
45. Je suis convaincu que le financement supplémentaire proposé sera conforme à l'Accord portant création du FIDA et aux Politiques et critères de financement du FIDA.

VI. Recommandation

46. Je recommande au Conseil d'administration d'approver le financement supplémentaire conformément à la résolution suivante :

IL EST RÉSOLU que le Fonds accorde à la République islamique du Pakistan un prêt à des conditions mixtes d'un montant de trente-quatre millions trois cent mille euros (34 300 000 EUR), soit l'équivalent de quarante millions de dollars des États-Unis (40 000 000 USD), selon des modalités et conditions qui seront pour l'essentiel conformes à celles présentées dans le présent document.

Alvaro Lario
Président

Logical framework (same as for original financing)

Results Hierarchy	Indicators				Means of Verification			Assumptions	
	Name	Baseline	Mid-Term	End Target	Source	Frequency	Responsibility		
Outreach	1 Persons receiving services promoted or supported by the project				M&E system	Quarterly and annually	PMU	A baseline survey is conducted to establish the baseline Project approach and timelines are adhered to An efficient M&E system is developed and implemented	
	Males	0	72000	156000					
	Females	0	48000	104000					
	Young		40000	78000					
	Not Young								
	Non-Indigenous people								
	Total number of persons receiving services	0	120000	260000					
	Male		60	60					
	Female		40	40					
	Young		30	30					
	1.a Corresponding number of households reached					M&E system	Quarterly and annually	PMU	
	Households	0	90000	195000					
Project Goal Reduce poverty and malnutrition and improve climate resilience among rural poor households	1.b Estimated corresponding total number of households members				M&E system	Quarterly and annually	PMU	Ultra-poor and poor households have been assisted through project interventions	
	Household members	0	468000	1014000					
	Households reporting having graduated to a higher poverty score card level								
	Households	0	50	50	Baseline and Endline Surveys/Poverty Wealth Ranking	Baseline and Endline	PMU		

Development Objective Promote inclusive and resilient livelihoods for target farming and fishing communities and disadvantaged groups	SF.2.1 Households satisfied with project-supported services				COI Survey	Baseline, Mid-Term and Endline	PMU	Updated BISP data on poverty available for targeting Targeting guidelines available, Project staff trained and transparent targeting process implemented Political and economic stability and security					
	Household members	0	280800	709800									
	Households (%)	0	60	70									
	Households (number)	0	54000	136000									
	SF.2.2 Households reporting they can influence decision-making of local authorities and project-supported service providers				COI Survey	Baseline, Mid-Term and Endline	PMU						
	Household members	0	140400	507000									
	Households (%)	0	30	50									
	Households (number)	0	27000	97500									
	Targeted households have improved incomes				Baseline, Mid- and Endline Surveys	Baseline, Mid-Term and Endline	PMU						
	hh	0	27000	136500									
	Households	0	30	70									
	Households have improved their resilience				IFAD RDMT	Baseline, Mid-Term and Endline	PMU						
	Households	0	30	70									
	3.2.3 Households reporting a significant reduction in the time spent for collecting water or fuel												
	Households		18000	58500									
	Households		20	30	COI Survey	Baseline, Mid-Term and Endline	PMU						
	Total household members		93600	304200									
	1.2.4 Households reporting an increase in production												
	Total number of household members	0	160160	400400									
	Households	0	30	70									
	Households	0	27000	136500									
Outcome 1. Improved production under climate smart agriculture and fisheries integrated with better access to markets and formal financial services													

	1.2.5 Households reporting using rural financial services				COI Survey	Baseline, Mid-Term and Endline	PMU		
	Total number of household members	0	201500	400400					
	Households	0	28	43					
	Households	0	38750	55000					
	3.2.2 Households reporting adoption of environmentally sustainable and climate-resilient technologies and practices				COI Survey	Baseline, Mid-Term and Endline	PMU		
	Total number of household members	0	107640	608400					
	Households	0	23	60					
	Households	0	20700	117000					
	1.1.4 Persons trained in production practices and/or technologies				M&E system	Quarterly and annually	Professional farmer organisations established and incorporated under a regulatory framework Market based business plans developed		
	Total number of persons trained by the project	0	44000	110000					
	Total number of attendances to training sessions	0	44000	110000					
	Men trained in crop	0	15400	38500					
	Women trained in crop	0	6600	16500					
	Young people trained in crop	0	11000	27500					
	Men trained in fishery	0	15400	38500					
	Women trained in fishery		6600	16500					
	Young people trained in fishery		11000	27500					
	Total persons trained in crop	0	22000	55000					
	Total persons trained in fishery	0	22000	55000					
Villages and producer groups supported in the development of business plans				M&E system	Quarterly and annually	PMU			
number of villages mobilized		0	200						
number of producer groups		0	2000						

Results Hierarchy	Indicators				Means of Verification			Assumptions
	Name	Baseline	Mid-Term	End Target	Source	Frequency	Responsibility	
	total people in producer groups	0	44000	110000				All beneficiaries have the opportunity to express their needs, and have sufficient information about what the project can offer.
	Female members in producer groups	0	13200	33000				
	Male members in producer groups	0	30800	77000				
	Young members in producer groups	0	13200	33000				
Output 1.2 Community and Value Chain Support Infrastructure	Demand-driven small infrastructure built (type of infrastructure and targets to be decided by the communities)				M&E system	Quarterly and annually	PMU	All beneficiaries have the opportunity to express their needs, and have sufficient information about what the project can offer.
	community and value-chain infrastructure	0	489	602				
	Household-based infrastructure	0	11592	17644				
	HH benefitting from small infrastructure schemes	0	66000	110000				
	2.1.5 Roads constructed, rehabilitated or upgraded				M&E system	Quarterly and annually	PMU	beneficiaries willing to use financial services
	Length of roads	0	60	111				
Output 1.3 Access to financial services for value chain and enterprise development (for the financing of the business plans)	1.1.5 Persons in rural areas accessing financial services				M&E system	Quarterly and annually	PMU	beneficiaries willing to use financial services
	Total number of accesses to financial services	0	38750	55000				
	Men in rural areas accessing financial services - credit	0	31000	44000				
	Women in rural areas accessing financial services - credit	0	7750	11000				
	Young people in rural areas accessing financial services - credit	0	11625	16500				
	Total persons accessing financial services - credit	0	38750	55000				

Outcome 2. Increased self-employment and employment opportunities for disadvantaged groups (youth, women, landless)	2.2.1 Persons with new jobs/employment opportunities				COI Survey	Baseline, Mid-Term and Endline	PMU	Selection of training providers having technical capacity and accredited for certification; trainings are held in times and locations conducive to the participation of women and female youth
	Males	0	23220	33204				
	Females	0	15480	22136				
	Young	0	25155	35971				
	Total number of persons with new jobs/employment opportunities	0	38700	55340				
Output 2.1 Vocational and entrepreneurship training on income-generating activities, business management and financial literacy	2.1.2 Persons trained in income-generating activities or business management				M&E system	Quarterly and annually	PMU	Careful assessment of each household's potential and endowments
	Males	0	11700	17400				
	Females	0	7800	11600				
	Young	0	12675	18850				
	Persons trained in IGAs or BM (total)	0	19500	29000				
	1.1.7 Persons in rural areas trained in financial literacy and/or use of financial products and services				M&E system	Quarterly and annually	PMU	
	Males	0	19050	43200				
	Females	0	12700	28800				
	Young	0	20638	46800				
	Persons in rural areas trained in FL and/or use of FProd and Services (total)	0	31750	72000				
Output 2.2 Provision of productive assets to ultra-poor	Persons accessing productive assets				M&E system	Quarterly and annually	PMU	BISP data is accurately validated by the implementers
	Males	0	9600	13170				
	Females	0	9600	13170				
	Young	0	5760	7902				
	total of persons	0	19200	26340				

Output 2.3 Access to start-up capital (grant) for business development	persons accessing start-up capital				M&E System	Quarterly and annually	PMU	People trained are willing to start a business	
	Young	0	10500	17000					
	Male	0	6300	10200					
	Female	0	4200	6800					
	Total persons	0	10500	17000					
Outcome 3. Households have improved nutrition knowledge, attitudes and practices	1.2.9 Households with improved nutrition Knowledge Attitudes and Practices (KAP)				COI survey	Baseline, Mid-Term and Endline	PMU	Persons/women are given the possibility to attend the trainings, in timings and locations accessible for all. Trainings are being carried out by experts in nutrition who speak the local language	
	Households (number)	0	30000	70000					
	Households (%)	0	30	70					
	Household members	0	195000	455000					
Output 3.1 Development of human capital of rural people and communities on nutrition, climate change, natural resources management and gender empowerment	1.1.8 Households provided with targeted support to improve their nutrition				M&E system	Quarterly and annually	PMU	Communities positively received the training opportunities offered by the programme. Innovative channels for campaign facilitated	
	Total persons participating	0	40000	100000					
	Males	0	20000	50000					
	Females	0	20000	50000					
	Households	0	40000	100000					
	Household members benefitted	0	208000	520000					
	Young	0	9000	30000					
	Inclusive village organizations (VO) receiving trainings on natural resources management, climate change and gender empowerment				M&E System	Quarterly and annually	PMU		
	VOs with trainings on Natural Resource Management	0	350	500					
	VOs with trainings on climate change	0	350	500					

	VOs with trainings on gender empowerment	0	350	500			
Outcome 4. Supportive policy instruments identified and promulgated for enhanced incomes and resilience of project target beneficiaries	Policy 3 Existing/new laws, regulations, policies or strategies proposed to policy makers for approval, ratification or amendment		Government Policy document	Baseline, Mid-Term and Endline	PMU	Public institutions interest and priority for rural extension services remain stable during the project life	
	Number	0	1	2			
Output 4.1 Innovative investment schemes for alternative and climate-resilient value-chains financing through the Innovation Challenge Fund	Number of persons receiving innovative financing		M&E system	Quarterly and annually	PMU	Private sector, research institutions, universities and other development actors find the Innovation Challenge Fund useful and participate. The partnering organizations successfully link the initiatives with the projects' target groups	
	total number of persons	0	10000	40000			
	Males	0	6000	24000			
	Females	0	4000	16000			
	Young	0	3000	12000			
Output 4.2 Public institutions strengthening for the provision of better extension services	Delivery capacities of public institutions strengthened		M&E system	Quarterly and annually	PMU	Public institutions interest and priority for rural extension services remain stable during the project life	
	Public institutions supported to improve their operating capacities						
Output 4.3 Policy relevant knowledge products	Policy 1 Policy-relevant knowledge products completed		M&E system	Quarterly and annually	PMU	Public institutions interest and priority for rural extension services remain stable during the project life	
	Number						